

Synthèse et conclusion

Jacques Amos, Service de la recherche en éducation (SRED), Genève

Il ne suffit pas d'aider les jeunes à entrer dans le moule

Merci à Silvia Grossenbacher d'avoir fait une véritable synthèse de la journée et de ses enjeux. Au lieu d'y ajouter ma propre synthèse, je vais présenter quelques réflexions plus générales sur le travail scientifique de Kurt Häfeli et Claudia Schallenberg et ses implications pour le champ politique de la formation professionnelle.

En premier lieu, il convient de saluer leur initiative, qui va dans le sens d'une meilleure utilisation et d'une plus longue mémoire des résultats de recherche sur un thème donné, en l'occurrence les jeunes défavorisés dans la transition de l'école à l'emploi. Leur travail va bien au-delà d'une revue classique de la littérature et entre dans le détail des résultats. Cet examen critique est essentiel, au moment où la CDIP vise la certification de 95% d'une cohorte d'ici quelques années.

Ne pas tirer des conclusions trop hâtives

Cet effort remarquable de Kurt Häfeli et Claudia Schallenberg présente toutefois quelques limites pouvant inciter à tirer des conclusions trop hâtives au terme d'une lecture rapide du rapport. Première limite : leur travail d'analyse et de commentaire ne tient pas suffisamment compte, à mon goût, du fait que les différentes recherches n'abordent chacune qu'un éventail limité de facteurs descriptifs et explicatifs des parcours. De ce point de vue, l'« addition » (la juxtaposition) de leurs résultats n'est pas toujours pertinente lorsqu'il s'agit de dégager une vue d'ensemble. Certains facteurs sont présents dans presque toutes les recherches, d'autres ne le sont que dans quelques-unes, sans qu'il y ait de rapport direct entre leur fréquence et leur pertinence explicative. Heureusement, les moments de synthèse, partielle ou plus globale, relativisent cet écueil en mettant en avant l'inventaire des facteurs plutôt que la fréquence de leur apparition dans les différentes recherches. De la même façon, les analyses multivariées (tenant compte en même temps de plusieurs facteurs et séparant l'effet propre de chacun d'eux) réalisées dans quelques recherches sont traitées à part ; on évite ainsi de donner l'impression que les approches plus descriptives mettent en évidence des effets directs et propres des multiples facteurs jouant un rôle dans les transitions et les parcours de formation.

Les transitions constatées par les observations, les statistiques et les recherches résultent du jeu des acteurs (les individus et leur part de libre arbitre) et du système (les institutions et leurs règles du jeu). Dans ce cadre, le monde politique et celui de la pratique tendent à attribuer la responsabilité ultime aux individus. Cela tient bien sûr pour une part au fait qu'ils représentent le système et qu'il leur est plus confortable de parler en termes de problèmes des individus que de dysfonctionnement du système. La résilience joue de ce point de vue un rôle pernicieux : elle fournit en quelque sorte la preuve que lorsque les jeunes le veulent vraiment, ils peuvent échapper à leur fatalité sociale ou personnelle. Pour d'autres acteurs du système au contraire (une bonne partie de la gauche, une partie des milieux du travail social...), moins impliqués dans son pilotage, c'est le système lui-même qui est responsable de beaucoup d'échecs, ses erreurs de conception, de structure et de normes générant une inégalité des chances, privilégiant les nantis et les personnes déjà privilégiées.

La synthèse des facteurs de réussite effectuée par les auteurs du rapport montre que les parcours des jeunes, avec leurs difficultés, leurs échecs et leurs réussites, leurs va-et-vient, leurs changements pour du mieux ou – le plus souvent – pour du moins bien tendent à dépendre à la fois de facteurs institutionnels et des facteurs individuels. Ni le système, ni les personnes ne sont innocentés par les analyses.

Il est plus facile de viser le changement des personnes que celui du système

Ce partage des responsabilités a – ou plutôt devrait – avoir des conséquences lorsqu'on parle d'amélioration de la situation, de diminution des inégalités et des échecs, de cohérence des parcours, d'accès à une certification. Or, force est de constater que les solutions correctives proposées par le système s'adressent le plus souvent aux jeunes, tendent à agir sur eux, les désignant ainsi, explicitement ou implicitement, comme responsables de leur situation, de leurs difficultés. La gestion des cas, tout utile, tout indispensable qu'elle soit, n'échappe pas à cette critique. Il semble évidemment plus facile de viser le changement des personnes que celui du système. Le changement d'un système implique que ses responsables et ses exécutants changent leurs représentations, leurs pratiques, leurs relations aux autres acteurs, jeunes compris. Les enjeux et les difficultés de cette tâche apparaissent bien dans le rapport, même lorsqu'il s'agit de facteurs renvoyant aux individus : il n'est pas nécessairement plus facile de changer la culture d'une famille, le traumatisme d'une personne, l'ambition professionnelle d'un jeune que le système de formation lui-même ou que la discrimination ambiante à l'égard de (certains) jeunes étrangers).

Devant cette double difficulté, il ne suffit pas que le système vise à faire rentrer au mieux tous les jeunes dans le moule, l'organigramme, les filières de formation, afin qu'ils passent les aiguillages et parcourent les sections de voie selon une logique d'économie des moyens. Poussée à l'extrême, cette approche formaliste entraîne inégalité, échec, exclusion. La vraie générosité du système de formation professionnelle est d'admettre que les voies d'accès à la certification sont multiples, que les rythmes des individus sont variés, que l'âge où une certaine maturité personnelle et sociale est atteinte n'est pas fixe, que les rapports entre formation et emploi sont fluctuants, d'un individu à l'autre, mais aussi pour une même personne d'un moment à l'autre de son parcours. Le système doit s'efforcer de faire une place à cette diversité, se montrer transparent et proposer une perméabilité entre filières à des coûts acceptables par les individus.

Ce qui revient à dire, en somme, que les résultats, comme le suggère la définition d'une « formation professionnelle réussie » utilisée dans le rapport, comptent plus que les voies pour y parvenir. Les indicateurs des parcours réels des jeunes, comme les difficultés d'anticiper le futur marché du travail et les compétences qui y seront exigées, plaident pour une approche plurielle et relative de la formation professionnelle réussie : trouver une ou des places de formation, persévérer suffisamment dans une des formations choisies pour y décrocher la certification délivrée in fine (encore qu'on pourrait penser modularisation...) et réussir une première intégration sur le marché du travail, dans la mesure du possible et de l'évolution des projets... puisque de toute façon la qualification, les compétences et l'emploi à vie appartiennent au passé. Un passé où ils n'étaient déjà pas la seule réalité !

Cette relativisation d'une approche trop réductrice du choix et du parcours professionnel n'est pas juste un exercice de style. C'est une façon de redonner à l'acteur – jeune en premier lieu – un statut actif dans le système, rendu nécessaire par les incertitudes, les difficultés, les ambitions parfois excessives, mais aussi les changements que vit tout individu lorsqu'il évolue en société. Encadrer, soutenir, aider les jeunes, oui, mais pas juste à entrer dans le moule. Il faut aussi, voire d'abord, l'aider à devenir adultes en reconnaissant le caractère difficile, incertain, progressif, et peut-être jamais définitif de ce statut.